

1978^e séance

Mercredi 30 juillet 1975, à 15 h 15

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1978

En l'absence du Président, M. E. Longerstaey (Belgique), vice-président, prend la présidence.

POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections (fin)

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'APPLICATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE AU DÉVELOPPEMENT (E/5735/Rev.1)

1. Le PRÉSIDENT rappelle au Conseil qu'à sa session d'organisation pour 1975 il a décidé (1938^e séance) de remettre à sa cinquante-neuvième session la nomination des membres du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et de prolonger le mandat des membres actuels jusqu'à ce que leurs successeurs aient été désignés. La note du Secrétaire général dont le Conseil est saisi (E/5735/Rev.1) présente les 24 candidats proposés par le Secrétaire général en vue de leur nomination comme membres du Comité consultatif pour une période de trois ans commençant à la date de l'élection et prenant fin le 31 décembre 1977.

2. En l'absence d'objections, le Président tiendra pour acquis que le Conseil souhaite nommer membres du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement les 24 personnes dont le nom figure dans la note du Secrétaire général.

Il en est ainsi décidé.

GROUPE DE TRAVAIL DE LA SOUS-COMMISSION DU TRAFIC ILLICITE ET DES PROBLÈMES APPARENTÉS POUR LE PROCHE ET LE MOYEN-ORIENT (E/5747 ET ADD.1)

3. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres du Conseil sur la note du Secrétaire général (E/5747 et Add.1) concernant la confirmation de la nomination de trois membres du Groupe de travail. En l'absence d'objections, le Président tiendra pour acquis que le Conseil confirme la nomination, comme membres du Groupe de travail de la Sous-Commission du trafic illicite et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient, des trois représentants désignés respectivement par l'Afghanistan, le Pakistan et la Turquie.

Il en est ainsi décidé.

COMITÉ DE L'EXAMEN ET DE L'ÉVALUATION

4. M. KOSSEV (Bulgarie) indique qu'il s'est produit un malentendu à la séance précédente concernant l'élection de

membres du Comité de l'examen et de l'évaluation. Les Etats socialistes de l'Europe orientale ont proposé la candidature de la Hongrie, mais le secrétariat n'en a pas tenu compte. M. Kossev demande en conséquence s'il lui est possible de rouvrir la question et de proposer à nouveau la candidature de la Hongrie pour qu'elle représente au Comité les Etats socialistes d'Europe orientale.

Il en est ainsi décidé.

5. Le PRÉSIDENT dit qu'en l'absence d'objections il considérera que le Conseil désire élire la Hongrie membre du Comité de l'examen et de l'évaluation pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 1976.

Il en est ainsi décidé.

6. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil en a terminé avec l'examen du point 23 de l'ordre du jour.

POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement

RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5736)

7. Le PRÉSIDENT suggère que le Conseil, pour examiner les rapports des comités de session, suive la pratique, c'est-à-dire qu'il se prononce d'abord sur tous les projets de résolution figurant dans chaque rapport et entende ensuite éventuellement les déclarations faites à titre d'explication de vote.

Il en est ainsi décidé.

8. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres du Conseil sur le rapport du CCPP (E/5736), et notamment sur le paragraphe 27 dans lequel figurent cinq projets de résolution et quatre projets de décision que le Comité recommande au Conseil d'adopter. Les projets de résolution I, II, III et V ainsi que les quatre projets de décision ont tous été adoptés par le Comité sans être mis aux voix. Le Président présume que le Conseil fera de même.

Projet de résolution I : Proposition relative à une année internationale de l'enfance

Le projet de résolution I est adopté.

Projet de résolution II : Coopération technique entre pays en voie de développement

9. M. FRAZÃO (Brésil) rappelle aux membres du Conseil que c'est essentiellement à l'initiative de la délégation brésilienne que le projet de résolution II a été déposé. Le

représentant du PNUD auprès du Conseil économique et social a toutefois fait savoir que le paragraphe 4 du dispositif risquerait de susciter certaines difficultés de coordination et de mise en œuvre, car les secrétaires exécutifs de certaines commissions régionales ont fait savoir à l'Administrateur du PNUD qu'il ne leur serait peut-être pas possible de respecter la date limite de juin 1976 mentionnée dans ce paragraphe. Par exemple, la réunion régionale sur la coopération technique en Amérique latine se tiendrait soit en mai soit en juin 1976. M. Frazão propose donc de reporter la date limite à décembre 1976.

Le projet de résolution II, tel qu'il a été modifié oralement par le représentant du Brésil, est adopté.

Projet de résolution III : Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Le projet de résolution III est adopté.

Projet de résolution V : Politiques et programmes relatifs à la jeunesse

10. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation de l'Union soviétique ne s'est pas déclarée opposée à ce que le Comité de la coordination des politiques et des programmes adopte le projet de résolution intitulé "Politiques et programmes relatifs à la jeunesse" qui fait l'objet de la résolution 1922 (LVIII) du Conseil, mais qu'il ne faut pas voir là un changement d'attitude de sa part sur le programme des Volontaires des Nations Unies, attitude qui a été précisée à plusieurs reprises. M. Lobanov tient à ce que cette réserve figure dans le rapport du Conseil.

Le projet de résolution V est adopté.

Projet de décision I : Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement

Le projet de décision I est adopté.

Projet de décision II : Rapport du Corps commun d'inspection sur la nécessité de revoir le concept régissant les programmes régionaux de formation du Programme des Nations Unies pour le développement dans les pays en voie de développement les moins avancés : le cas de l'Afrique orientale

Le projet de décision II est adopté.

Projet de décision III : Transformation du Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial ONU/FAO en un comité des politiques et programmes d'aide alimentaire

Le projet de décision III est adopté.

Projet de décision IV : Amendement au point 6 des Règles générales du Programme alimentaire mondial

Le projet de décision IV est adopté.

Projet de résolution IV : Fonds autorenewable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles

11. Le PRÉSIDENT rappelle aux membres du Conseil que le projet de résolution IV a été adopté par le Comité après

avoir été mis aux voix. Mais, sauf objection à ce sujet, le Président tiendra pour acquis que le Conseil veut adopter le projet sans procéder à un vote.

12. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que la délégation de l'Union soviétique s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution au CCPP et renouvelle les réserves qu'elle a formulées à cette occasion. M. Lobanov tient à ce que ces réserves figurent dans le rapport du Conseil à sa cinquante-neuvième session.

Le projet de résolution IV est adopté.

13. Le PRÉSIDENT demande si des membres du Conseil veulent expliquer leur vote.

14. M. FERNÁNDEZ VILLAVARDE (Espagne) dit que la délégation espagnole tient à ce que les observations qu'elle a formulées sur le projet de résolution II à la 572e séance du CCPP soient reproduites dans le rapport du Conseil sur sa cinquante-neuvième session.

POINT 16 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération et coordination internationales dans le cadre du système des Nations Unies

RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5733 et Corr.1)

15. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur les deux projets de résolution et les deux projets de décision qui figurent au paragraphe 18 du rapport du CCPP (E/5733 et Corr.1). Le Comité les a adoptés sans procéder au vote et le Président considérera, en l'absence d'objection, que le Conseil souhaite faire de même.

Projet de résolution I : Développement rural

Le projet de résolution I est adopté.

Projet de résolution II : Conférence mondiale tripartite sur l'emploi, la répartition des revenus, le progrès social et la division internationale du travail

Le projet de résolution II est adopté.

Projet de décision I : Harmonisation des modes de présentation des budgets-programmes et coordination dans le cadre du système des Nations Unies

Le projet de décision I est adopté.

Projet de décision II : Rapport sur les réunions communes du Comité de la coordination des politiques et des programmes et du Comité administratif de coordination et rapport du Comité administratif de coordination sur les domaines de compétence et les programmes de travail des organismes des Nations Unies dans le domaine des sciences de la mer et de leurs applications

Le projet de décision II est adopté.

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Problèmes alimentaires

RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5734)

16. Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur le projet de résolution qui figure au paragraphe 6 du rapport du CCPP (E/5734) et invite le Secrétaire du Conseil à faire une déclaration sur les incidences financières découlant du nouveau paragraphe 7 du dispositif.

17. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) précise que les incidences financières de ce paragraphe, ainsi que les autres incidences financières découlant de la première session du Conseil mondial de l'alimentation, figureront dans les prévisions budgétaires établies par le secrétariat du Conseil aux fins de présentation à l'Assemblée générale à sa trentième session, comme il est dit au paragraphe 11 du rapport du Conseil mondial de l'alimentation (E/5708).

18. Le PRÉSIDENT fait observer que, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 5 de son rapport, le Comité a adopté le projet de résolution sans procéder à un vote. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite faire de même.

Le projet de résolution sur les problèmes alimentaires est adopté.

19. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique ne s'est pas déclarée opposée à l'adoption du projet de résolution au sein du CCPP ni au cours de la présente séance mais qu'elle souhaite réaffirmer sa position de principe, qui a été exposée en détail lors de la Conférence mondiale de l'alimentation ainsi qu'à la première session du Conseil mondial de l'alimentation. M. Lobanov souhaite que le rapport du Conseil sur la présente session fasse état de cette position.

20. La délégation soviétique définira son attitude à l'égard des incidences financières devant la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, lorsqu'elle aura pu étudier le rapport relatif à ces incidences.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives à la mer

RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5730)

21. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le projet de résolution qui figure au paragraphe 7 du rapport du CCPP (E/5730), que le Comité a adopté à l'issue d'un vote.

22. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande que le projet de résolution soit mis aux voix.

Par 43 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution sur les utilisations de la mer et la mise en valeur des zones côtières est adopté.

23. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution car elle estime que la question de la mise en valeur des zones côtières et le programme d'action dans ce domaine devraient tenir compte des intérêts de tous les Etats, et se fonder sur la solution qui sera apportée aux problèmes fondamentaux du droit de la mer par la prochaine session de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. M. Lobanov souhaite que cette déclaration figure *in extenso* dans le rapport du Conseil.

24. M. FRAZÃO (Brésil) déclare que la délégation brésilienne s'est prononcée en faveur du projet de résolution et il félicite les auteurs de ce texte d'avoir spécifié dans le troisième alinéa du préambule qu'il ne fallait pas préjuger les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. C'est à cette condition que la délégation brésilienne s'est prononcée en faveur de la résolution. M. Frazão souhaite lui aussi que sa déclaration figure *in extenso* dans le rapport du Conseil.

POINT 20 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe

RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5744)

25. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur les deux projets de résolution qui figurent au paragraphe 12 du rapport du CCPP (E/5744), que le Comité a adoptés sans vote. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite faire de même.

Projet de résolution I : Assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse

Le projet de résolution I est adopté.

Projet de résolution II : Assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe

Le projet de résolution II est adopté.

POINT 21 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives aux transports

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/5741)

26. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur les trois projets de résolution figurant au paragraphe 8 du rapport du Comité économique (E/5741) et que le Comité a adoptés sans procéder à un vote. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite faire de même.

Projet de résolution I : Nouvelles mesures à prendre en ce qui concerne le transport des marchandises dangereuses

Le projet de résolution I est adopté.

Projet de résolution II : Travaux du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses

Le projet de résolution II est adopté.

Projet de résolution III : Transport des marchandises dangereuses

Le projet de résolution III est adopté.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et évaluation, au milieu de la Décennie, des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/5738)

27. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur les deux projets de résolution et les deux projets de décision qui figurent au paragraphe 12 du rapport du Comité économique (E/5738) et qui ont été adoptés par le Comité sans vote. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite faire de même.

Projet de résolution I : Identification des pays en voie de développement les moins avancés

Le projet de résolution I est adopté.

Projet de résolution II : Administration et finances publiques aux fins du développement

Le projet de résolution II est adopté.

Projet de décision I : Examen et évaluation, au milieu de la Décennie, des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement

Le projet de décision I est adopté.

Projet de décision II : Rapport du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies

Le projet de décision II est adopté.

La séance est levée à 16 heures.

1979^e séance

Judi 31 juillet 1975, à 10 h 55

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1979

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5743)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité de la coordination des politiques et des programmes sur le point 19 de l'ordre du jour (E/5743) et appelle son attention sur le projet de résolution concernant ce point et figurant au paragraphe 6, que le Comité a adopté sans vote. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite également adopter le projet de résolution sans procéder à un vote.

Il en est ainsi décidé.

POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR

Calendrier des conférences

RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5742, E/L.1664 et Add.1 à 6)

2. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité de la coordination des politiques et des programmes sur le point 22 de l'ordre du jour (E/5742).

3. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) remarque que la note du Secrétaire général (E/L.1664) prévoit que le Groupe de travail chargé d'examiner les communications, qui est un organe subsidiaire de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, se réunirait en 1976 et en 1977. Cet arrangement n'appellera pas d'objection de la part de la délégation des Etats-Unis à condition qu'il s'entende sans préjudice de la décision prise par le Conseil dans sa